



Discours d'Olivier Faure Premier secrétaire du Parti socialiste

prononcé au Congrès de Villeurbanne

Dimanche 19 septembre 2021

79^È

CONGRÈS

 DU PARTI

SOCIALISTE

18 | 19 SEPTEMBRE 2021 VILLEURBANNE

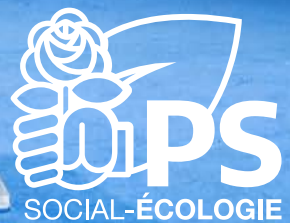
CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE



DISCOURS DU PREMIER SECRÉTAIRE

19 SEPTEMBRE 2021

79
CONGRÈS
DU PARTI
SOCIALISTE
VILLEURBANNE



SOCIAL-ÉCOLOGIE

Seul le prononcé fait foi.

Cher Cédric, merci pour ton accueil, merci pour tes mots, merci pour l'image que tu donnes de cette nouvelle génération d'élus,

Cher Yann et chers camarades de la fédération du Rhône, merci pour votre engagement fidèle et ici le mot revêt un sens particulier,

Cher Jean-Paul, si ce congrès s'était tenu dans les délais statutaires, c'est toi qui nous aurais accueillis, mais après deux décennies d'un mandat bien rempli, tu as su transmettre le relais. Transmettre ce que l'on a reçu, c'est ainsi que, depuis un siècle, vous avez fait de cette ville un modèle.

Chers camarades,

Lazare Goujon. Ce nom ne vous dit peut-être rien. Son buste orne la place située à quelques encablures d'ici, entre le Palais du travail et le Théâtre national populaire.

Son nom ne vous dit peut-être rien, mais son héritage vous est connu. Le quartier des Gratte-ciel, c'est à lui que nous le devons.

Ces logements sociaux installés en plein cœur de ville, bâtis pour rendre leur dignité aux familles d'ouvriers qui s'entassaient alors au milieu des usines et logeaient dans des conditions terribles, c'est lui qui les a voulus.

Ces habitations où le chauffage et l'eau courante sont entrés dans la vie des familles modestes, ce qui leur a permis de vivre en meilleure santé, c'est lui, le docteur Goujon, qui les a portés. Le pays était encore marqué par le souvenir des épidémies de choléra et de grippe espagnole.

Ces immeubles, dont chaque détail a été soigneusement travaillé et qui sont des chefs-d'œuvre d'art décoratif, c'est lui qui les a fait sortir de terre, de même que le théâtre. Parce que les travailleurs ont aussi droit au beau : c'était une évidence pour tous ceux qui avaient été formés aux combats pour l'émancipation ouvrière.

Et tout cela, Lazare Goujon l'a édifié en quatre ans à peine. Entre 1931 et 1934, avec le concours de l'architecte autodidacte Môrice Leroux, il a parachevé ce chantier contre vents et marées, trouvant des moyens financiers alors que la Grande Dépression s'installait et que les milices d'extrême droite cherchaient à tirer profit du désarroi des Français pour imposer leur violence et leurs lois. Le monde entier est venu, par la suite, découvrir l'esprit des Gratte-ciel et s'en inspirer.

Oui, retenez ce nom, mes amis et camarades.

Lazare Goujon, maire socialiste de Villeurbanne, député socialiste du Rhône.

Lazare Goujon, resté fidèle à la « vieille maison », quand tant d'autres l'avaient désertée après le Congrès de Tours.

Lazare Goujon, resté fidèle à lui-même et à ses engagements, convaincu que l'on ne bâtit rien sans volonté, et qui savait que l'on n'obtient rien sans forcer le destin.

Lazare Goujon, ce préfigurateur, avec d'autres édiles du socialisme municipal, du grand tournant de 1936.

Ce moment qui a transformé l'existence des familles populaires, auxquelles on refusait jusqu'alors le droit au repos et le droit aux vacances, et qui se tuaient à la tâche.

Ce moment qui a imposé la semaine des quarante heures aux puissants, les congés payés et les conventions collectives de branche.

Ce moment qui a permis à des enfants qui n'avaient jamais vu la mer de pouvoir l'approcher pour en goûter la joie.

Ce grand tournant, d'autres l'ont amplifié, en participant au compromis porté par le Conseil national de la résistance, en contribuant à la reconstruction de la France d'après-guerre, et depuis 1981, en adoptant les cinq semaines de congés payés, en mettant en place le RMI, les 35 heures, les emplois jeunes, en permettant à ceux qui avaient un métier éprouvant de partir plus tôt à la retraite, en imposant le capital au même niveau que le travail. Chaque fois nous avons affronté l'incrédulité, rencontré le mur des intérêts financiers, mais nous avons tenu.

Nous sommes toujours les héritiers de ces moments et les dépositaires de ces combats.

Pourquoi le rappeler ? Je ne le fais pas pour commémorer des gloires passées ou célébrer les exploits d'antan, comme si nous réunissions une assemblée de vétérans. Certains d'entre nous ne résistent pas toujours à cette tentation. Ils parlent d'affirmation du Parti socialiste comme d'autres ouvriraient un musée. Ils confondent la fidélité à nos principes et le repli identitaire, la renaissance du parti avec l'édification d'un camp retranché. Non, si je remonte la lignée de nos prédécesseurs, c'est pour rappeler que nous affirmer n'a jamais consisté à nous enfermer !

Nous affirmer, c'est d'abord nous rappeler pour qui nous nous battons et au nom de qui nous menons ces combats. Nous le faisons pour tous nos concitoyens dont la dignité est piétinée. Nous le faisons pour les groupes sociaux dont nous avons à être les interprètes, pour paraphraser François Mitterrand. C'est au nom de ceux qui vivent l'injustice et

espèrent la justice que nous nous battons. Ceux que d'autres à notre droite appellent « gaulois réfractaires », « illettrés » ou « assistés », et invitent à « traverser la rue » pour trouver du boulot...

Nous affirmer, c'est accepter de nous regarder dans un miroir, pour reconnaître ce que nous avons réussi et ce que nous avons raté. Ce qui a été juste et ce qui ne l'était pas. Ce qui a été une victoire, et ce qui nous a conduit à l'échec.

Qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir. Mais je le dis aussi, pas d'héritage sans inventaire.

Nous affirmer c'est agréger toutes celles et ceux qui, dans la société, continuent de penser la gauche, de l'irriguer d'idées nouvelles, dans la fidélité aux principes posés par les premiers socialistes.

C'est ce que nous avons fait ces trois dernières années. Nous avons ouvert un dialogue fécond avec toutes ces associations, tous ces clubs, think tanks, nouveaux partis, constitués hors de nos murs parce qu'ils les trouvaient trop étroits.

Nous avons appris à nous taire, pour mieux écouter.

Nous avons écouté l'activiste écologiste Camille Étienne nous inviter à nous réveiller. Nous avons entendu Hugo Huon du collectif Inter-Urgences nous conjurer de nous mobiliser radicalement pour l'hôpital public.

Nous avons rencontré Jérôme Pimot, co-fondateur et porte-parole du CLAP, le Collectif des livreurs autonomes de plateformes. Il nous a raconté le retour au tâcheronnage, la soumission aux algorithmes, le paiement à la pièce sans couverture sociale ni congés payés. Et tant d'autres encore... Nous nous sommes ouverts aux nouvelles revendications, aux nouvelles forces qui travaillent la société - à la vie, tout simplement.

Nous avons sillonné le pays à la rencontre des Français. Pour entendre leurs souffrances et leurs espoirs, découvrir ceux qui innovent sur le plan technologique comme sur le plan social.

Nous nous sommes adaptés à de nouveaux contextes, à de nouveaux enjeux, pour promouvoir de nouvelles idées, parce que oui, les idées changent le monde.

Nous avons retissé des liens avec l'ensemble de la gauche politique, syndicale, associative, intellectuelle.

Nous avons lu Pierre Rosanvallon. Il nous a rappelé que les épreuves de la vie reconfiguraient aujourd'hui les rapports sociaux en profondeur.

Nous avons lu Pierre Charbonnier, qui nous invite aujourd'hui à repenser le lien entre démocratie et croissance, abondance et liberté, face au dérèglement climatique.

Nous avons lu Corinne Pelluchon qui nous invite à actualiser la pensée des Lumières à l'âge du vivant.

Le résultat, c'est l'adoption de notre projet au terme d'un long travail coordonné par Boris Vallaud, d'auditions entamées il y a 18 mois par Isabelle This Saint-Jean, d'allers-retours avec la société civile, d'amendements de nos fédérations et de nos secrétaires nationaux. Nous ne nous sommes jamais retranchés : nous avons ajouté.

Nous affirmer, enfin, c'est surtout agir pour faire en sorte que les gens vivent mieux. C'est ce que nous avons fait, ces trois dernières années, en bâtissant des logements sociaux, en rénovant les places pour qu'elles soient à nouveau habitables à l'heure du dérèglement climatique, en accompagnant les familles les plus modestes, les mineurs isolés, les familles monoparentales, les personnes en situation de handicap, en mettant en place la gratuité des transports en commun, en œuvrant pour des territoires zéro chômeur de longue durée, en luttant contre les violences faites aux femmes, en rédigeant et en défendant un minimum jeunesse ou pour mettre la codétermination au cœur de la gouvernance des entreprises.

La liste est longue, et chacun me pardonnera ici de ne pas citer tous ces projets qui permettent ou permettront à chacun de vivre mieux lorsque nous reviendrons au pouvoir.

Nous affirmer, en un mot, c'est renaître.

La renaissance est un travail long, sinueux, souvent ingrat.

Mais l'expérience enseigne que le travail paie. Et il a payé.

Il nous a d'abord permis de renouer avec l'unité, sur des enjeux qui nous ont profondément divisés par le passé.

Pour la première fois depuis 2005 et le débat sur le référendum sur le traité constitutionnel européen, nous avons adopté un projet pour les élections européennes à l'unanimité.

Au cours du mandat, la majorité s'est progressivement élargie aux camarades des deux textes portés par Luc Carvounas d'une part, et Laurent Baumel et Nora Mebarek d'autre part.

Nous avons adopté hier à l'unanimité, moins les abstentions du TOA, le projet socialiste, le premier depuis 10 ans.

Notre travail nous a aussi permis de renouer avec la victoire. Nous avons retrouvé, après quatre scrutins successifs, notre crédibilité électorale, nous sommes redevenus la force motrice de la gauche et de l'écologie.

Cette renaissance, c'est la vôtre, la nôtre. C'est le fruit d'un travail collectif.



Alors aujourd'hui, comme je l'ai dit à Blois, comme je l'ai dit dans toutes les fédérations que j'ai traversées au cours des dernières semaines, je le redis ici : merci.

Merci d'avoir tenu bon.

Merci d'avoir gardé la « vieille maison » quand tant d'autres la fuyaient ou la trahissaient.

Merci d'avoir maintenu la flamme quand d'autres s'échappaient avec la cendre.

Merci aux militants, aux secrétaires de section, aux premiers fédéraux, aux secrétaires nationaux. Merci à tous les élus. Merci à chacun de vous !

Depuis trois ans, je me suis attelé au mandat que vous m'avez confié, celui de mener à bien la renaissance du Parti socialiste. Cette tâche n'est pas achevée, nous allons la poursuivre ensemble.

Je veux vous exprimer ma gratitude et vous dire combien votre confiance exprimée jeudi soir me touche et m'honore. Vous dire ma fierté de continuer à conduire et animer la famille politique que j'ai choisie alors que je n'avais que 17 ans.

Les partis sont dénigrés et méprisés, mais je demande aux donneurs de leçons de nous expliquer comment, sans eux, vivrait la démocratie ? Nous serions ballottés au rythme d'êtres pseudo-providentiels sans racines, et de démagogues sans vertèbres. Et rien ne serait pire que de remplacer les partis par des clubs de supporters dirigés par des mercenaires !

Nous allons continuer à rénover notre parti. La gauche a besoin d'une force motrice, d'un centre de gravité parce que, pour gagner les élections et exercer les responsabilités, il faut une organisation forte. Pour réussir au pouvoir, dont l'exercice ne peut se limiter à attendre les décisions de l'Élysée, il faut ancrer l'action gouvernementale dans la société. Pour réussir les grandes transformations, il faut mobiliser les citoyens et s'appuyer sur le mouvement social. À chaque fois que nous l'avons oublié, nous l'avons payé au prix fort. Mon rôle, notre rôle, c'est que la force et la vitalité du parti soient un atout décisif pour faire réussir la gauche au pouvoir.

Pour assumer ce rôle, nous devons continuer de nous rénover, dans notre fonctionnement, en nous adaptant aux formes nouvelles de l'engagement.

Notre devoir, c'est de reconstruire le grand parti de l'espérance et de la justice, une maison commune où convergent les causes, les engagements, les talents, un cœur battant de la gauche ancré dans toutes les classes sociales, dans toutes les générations, dans tous les territoires, une formation qui entretient un dialogue permanent avec le mouvement social et associatif, qui est à l'écoute des lanceurs d'alerte et des nouveaux engagements. 50 ans après Épinay, 47 ans après les Assises du socialisme, il faut à nouveau regarder autour de

nous et ouvrir un nouveau cycle politique avec ceux qui entendent encore changer la vie !

Oui, changer la vie, incarner cet horizon alternatif que nous avons commencé à dessiner dans nos villes. Répondre à ce besoin radical d'espérer qu'éprouvent les Français.

Nous avons à faire entendre les questions qui préoccupent profondément nos concitoyens - ces questions de l'époque, ces questions du siècle. Nous avons à faire entendre la force de la volonté.

L'impuissance n'est que l'excuse des lâches.

Pourquoi ne décrète-t-on pas la mobilisation générale contre le réchauffement climatique, à l'instar des moyens mobilisés contre la Covid-19 ?

Pourquoi les femmes continuent-elles, à fonction identique, de gagner 23 % de moins que leurs homologues masculins ?

Pourquoi, dans la cinquième puissance économique mondiale, tolère-t-on encore qu'il y ait 1,5 million d'enfants pauvres ?

Oui, nous contestons l'ordre des choses.

Oui, nous refusons le statu quo.

Parce que c'est le serment originel des socialistes de ne jamais se satisfaire du monde tel qu'il va, sans qu'il soit possible de le discuter ou de le contester !

Je n'en peux plus de ces débats confisqués. De cette interdiction de penser. Il y a quelques jours, une candidate à l'élection présidentielle a eu l'audace de proposer que les enseignants français rattrapent les salaires de leurs homologues européens. Et aussitôt les apôtres de l'orthodoxie budgétaire se sont mis à aboyer. Et la dette, madame ? Que faites vous de la dette ? Mais moi je vais vous dire quelle est la dette la plus lourde. L'éducation coûte cher ? Essayez l'ignorance ! Tous ces enfants qui décrochent, qui basculent dans la pauvreté et sollicitent nos systèmes sociaux, ceux qui sombrent dans la délinquance, ceux qui ne déploieront pas tous leurs talents et nous priveront de la richesse de leur créativité parce que nous n'aurons pas su la libérer, elle est là, la dette financière et morale ! Celle que supporteront nos enfants !

C'est vrai, il n'y a pas d'argent magique, mais il y a des rois de l'évasion. Et ce n'est pas à eux de fixer les règles du jeu.

Je n'en peux plus de ce monde qui tourne à l'envers. Ce monde où les grandes fortunes et les GAFAM fixent eux-mêmes le plafond de ce qu'ils consentent à payer. Où les moyens qu'ils nous concèdent conditionnent nos buts. Le monde tournera à l'endroit lorsque nous partirons des buts pour déterminer les moyens.

Nous ne voulons plus d'une classe politique de repus, qui captent le pouvoir sans autre désir que de l'occuper. Le pouvoir n'a de sens que pour répondre à ces questions qui continuent de nous brûler de l'intérieur, de nous tordre le ventre, de nous empêcher de dormir.

Nous refusons toutes ces diversions de l'extrême droite qui ont pour objet de détourner l'attention des injustices tout en divisant les Français.

Nous refusons de devoir débattre sur les prénoms de nos concitoyens et d'être mis en demeure de devoir nous prononcer sur ceux qui sont français et sur ceux qui ne le seraient jamais vraiment.

Nous refusons les provocations de ceux qui, quarante ans après, veulent revenir sur l'abolition de la peine de mort. Oui, l'abolition est la marque d'une grande civilisation. La nôtre. Elle est là l'identité nationale. Dans une certaine idée de la justice.

Et j'ajoute que le retour de la guillotine dans la cour de la Santé n'apporterait ni sécurité ni dissuasion. Nous n'avons pas oublié, cher Robert Badinter, que l'assassin Patrick Henry avait crié « à mort ! » au passage des condamnés Buffet et Bontems. Oui, les grands hommes sont ceux qui marquent leur époque en ayant le courage de ne pas céder aux humeurs de la foule. François Mitterrand fut de ceux-là.

Nous refusons d'entrer dans une vision paranoïaque du monde, celle de la une du journal Causeur qui nous montre de jeunes Français, dans l'innocence de leurs premiers jours, déjà coupables d'opérer un grand remplacement !

Parallèlement, nous refusons le mépris des libéraux lorsque nous posons les questions qui importent, sur les salaires trop faibles, sur le climat trop chaud, sur la démocratie malade, sur les inégalités croissantes. Non, nous n'accepterons plus qu'on nous réponde que ces questions sont trop complexes pour être résolues, parce que c'est plus compliqué que ça, bref qu'il faut circuler car il n'y aurait rien à voir.

Justement, nous voulons voir !

Il y a trente ans, Henri Emmanuelli avait déjà eu l'intuition de cette mystification : « On ne sait plus, disait-il, parce qu'on ne veut pas voir, parce qu'on ne veut plus savoir, parce que voir et savoir impliqueraient que l'on s'interroge sur les causes, et que s'interroger sur les causes, c'est vraisemblablement s'apprêter à les remettre en cause. »

Et s'il y a bien un événement qui nous a invités à tout remettre en cause, c'est la crise sanitaire. Elle a agi comme un révélateur.

Un temps nous avons salué ces premiers de corvée, ces travailleurs de l'ombre.

Ceux qui se lèvent tôt le matin pour ramasser nos déchets : vous souvenez-vous de ce « merci » que vous avez scotché sur votre poubelle ?

Ceux qui veillent sur les jours de nos malades : vous souvenez-vous de les avoir applaudis à 20 heures ?

Ceux qui nous livrent jusque tard dans la nuit : vous souvenez-vous d'avoir loué leur courage ?

Et tous ceux qui nous alimentent, nous transportent, éduquent nos enfants : vous souvenez-vous ?

Un instant, les yeux se sont ouverts sur le scandale de leur condition. Les plus indispensables sont les plus mal considérés, les plus mal payés. Comme si l'utilité sociale était une valeur secondaire.

Un instant, les yeux se sont rouverts sur cette absurdité qui conduit à ce que les prédateurs soient infiniment mieux rémunérés, alors qu'ils détruisent le travail, le précarisent le délocalisent, tandis que celles et ceux qui nous réaniment, nous sauvent, nous rééduquent, le font avec pour principale rémunération la fierté d'avoir tenu le serment d'Hippocrate.

Un instant, nous avons ovationné ceux qui ont tenu ce pays debout. Nous avons révisé notre échelle de valeurs et considéré que le travail pouvait être d'abord évalué en fonction de la contribution au bien commun.

Cet instant-là ne doit pas rester une parenthèse. Il faut désormais le transformer. Ne plus accepter ce décalage entre l'utilité sociale et sa compensation salariale. La cohésion sociale tient à cela : à la cohérence entre l'apport au collectif et la reconnaissance de la société.

C'est pourquoi nous convoquerons une conférence salariale qui aura pour objet de rééquilibrer l'échelle des salaires et hiérarchie sociale. Oui, il est possible d'augmenter les 5 millions de Français les plus modestement rémunérés en refusant que les salaires des 10 % les plus aisés continuent de progresser trois fois plus vite que ceux des 10 % les moins aisés.

La crise sanitaire, c'est aussi le moment où nos liens d'interdépendance sont apparus au grand jour.

Que vaut la liberté individuelle, pourtant si fondamentale, lorsqu'elle devient une menace pour soi, pour ses proches comme pour nos voisins, nos collègues, ceux avec lesquels nous partageons les transports en commun ?

18 / 19

SEPTEMBRE 2021

VILLEURBANNE



DISCOURS DU PREMIER SECRÉTAIRE

19 SEPTEMBRE 2021

79th
CONGRÈS
DU PARTI
SOCIALISTE
VILLEURBANNE

Nous avons tous accepté des contraintes inédites, un temps, pour protéger les autres.

Ceux qui se croyaient forts ont pris conscience qu'ils pouvaient être emportés et que les moyens mis en commun pour les protéger avaient du sens et de la vertu.

Un instant, les yeux se sont ouverts sur ces interdépendances qui rendaient nos vulnérabilités tangibles, mais nous prouvaient aussi qu'en mettant les choses en commun, nous avons la capacité d'agir.

Un instant, les yeux se sont ouverts sur cette absurdité qui conduit à faire de l'individualisme et de l'égoïsme le moteur de la société, de son progrès et de son développement, alors qu'il pousse à écraser les faibles, à annexer chaque espace de gratuité dans le grand marché, et à détruire la planète.

Nous avons vu qu'il y avait un chemin pour préférer l'émancipation à l'individualisme, la coopération à la concurrence.

Cet instant-là non plus ne doit pas rester une parenthèse. Lui aussi doit être transformé. Ne plus accepter le mépris des plus fragiles en les rendant seuls coupables de leur vulnérabilité. La cohésion sociale tient aussi à cela : la cohérence entre la liberté et la solidarité.

C'est pourquoi nous voulons une société qui retrouve le sens du collectif et l'esprit du commun.

Retrouver l'esprit du commun, c'est assumer de généraliser la vaccination en la rendant obligatoire.

Retrouver l'esprit du commun, c'est accompagner les enfants de leurs mille premiers jours jusqu'à leurs premiers pas de parents et ne pas laisser sans ressources un jeune de 18 ans sous prétexte qu'il est majeur. Il existe un minimum vieillesse, nous créerons un minimum jeunesse.

Retrouver l'esprit du commun, c'est porter attention à l'ensemble du vivant, en investissant massivement dans la transition écologique et dans la protection de la biodiversité, et préserver notre avenir de l'appétit des prédateurs.

Retrouver l'esprit du commun, c'est mettre en place un ISF vert, pour répartir équitablement les efforts que demandera le passage à une économie décarbonée et pour en faire aussi l'opportunité de vivre mieux.

Retrouver l'esprit du commun, c'est exiger la solidarité de ceux qui traversent les crises en s'enrichissant tandis que tous les autres ne recueillent aucun bénéfice, y compris lorsque la croissance repart.

Retrouver l'esprit du commun, c'est refuser le cynisme de ceux qui construisent leur fortune sur les malheurs du monde. C'est lever les brevets des vaccins au profit de tous ces pays où l'accès à l'immunité est rendu impossible par des tarifs prohibitifs.

Oui, c'est possible !

Avec la crise sanitaire le retour de la puissance publique s'est imposé comme une évidence.

Mais rien n'assure que demain, ce retour profitera à la justice et à l'intérêt général. Rien ne le garantira tant que la puissance publique se résumera au désir de toute puissance d'un seul.

Ce dont je veux parler, c'est de la manière de gouverner. De la pratique du pouvoir. Le Parlement, tenu à distance. Les corps intermédiaires, effacés. Les élus locaux, snobés. Certains ont vu dans cette manière de gouverner un gage d'efficacité. Il faudrait aller vite, toujours plus vite, sans s'interroger sur la direction dans laquelle on va. J'y vois un danger immense pour la vie démocratique.

Cette pratique du pouvoir ne s'est pas imposée avec la crise. Elle a commencé dès le premier jour du quinquennat macronien. Dès le premier jour, le président n'a eu de cesse d'attiser les conflits, en même temps qu'il affaiblissait un à un tous les espaces où se régulent les tensions inhérentes à la décision collective. Non, il n'est pas sain que le pouvoir actuel laisse dégénérer tous les mouvements en transformant la police républicaine en garde prétorienne chargée de tenir face au peuple français.

Lorsque la conversation démocratique s'interrompt, ce sont les frustrations, la rage puis la haine qui remplacent le débat, et c'est la fracture qui guette.

La concentration du pouvoir, c'est aussi celle, économique, de ces multinationales qui s'assoient volontiers sur les règles et les lois des pays dans lesquelles elles sont implantées - en particulier lorsqu'il faut délocaliser ou payer des impôts - quand elles ne prétendent pas les dicter.

Peut-on sérieusement continuer de nous dire : « il n'y a aucun problème avec la concentration du pouvoir » ?

Ce pouvoir, il est temps de le partager. Parce que c'est la condition pour qu'il soit au service de la justice.

Alors, nous le partagerons.

Nous le partagerons dans les entreprises, avec la codétermination, en généralisant la participation des administrateurs salariés à leur gouvernance.

Nous le partagerons entre l'État, les collectivités, qui ont prouvé sous notre responsabilité qu'elles pouvaient changer la vie des gens, et l'Europe qui doit à la fois approfondir sa démocratisation et avoir les moyens de son action pour investir dans la transition écologique, le juste échange et la justice sociale.

Nous le partagerons entre les femmes et les hommes, en allant jusqu'au bout de la parité, en nous fixant l'objectif de l'égalité salariale à la fin du prochain quinquennat.

Et nous le partagerons avec tous.

Pour que chacun puisse avoir son mot à dire dans la décision collective et faire en sorte que chaque voix compte, nous mettrons en place le droit d'amendement citoyen et nous faciliterons les référendums d'initiative citoyenne.

Et pour que chacun retrouve du pouvoir sur sa vie, nous lutterons, sans jamais transiger, contre les discriminations. Discriminer un individu selon sa couleur de peau, son lieu de résidence, son orientation sexuelle ou sa religion, c'est non seulement piétiner sa dignité, c'est non seulement mépriser ses droits, mais c'est aussi le priver de son pouvoir de bâtir et de choisir librement son destin. Et c'est inacceptable !

La condition de tout cela, le socle non négociable, le cadre fondamental dans lequel notre projet pourra se déployer, c'est l'universalisme républicain.

Certains le condamnent parce qu'il serait trop formel, indifférent à l'égalité réelle. C'est confondre les faits inaccomplis et une valeur à faire advenir. Le chemin et le but.

D'autres lui reprochent son ethnocentrisme. L'universalisme serait l'instrument de la domination occidentale sur le reste du monde. C'est absurde, l'algèbre n'est pas né en Occident mais il est pourtant devenu universel. Et les femmes d'Afghanistan n'ont pas moins le droit d'être libres parce qu'elles sont désormais sous la tutelle des talibans !

Oui, nous refusons d'essentialiser des individus en fonction de leur origine, leur genre ou leur orientation sexuelle.

Oui, nous refusons d'enfermer les êtres humains dans un statut irrévocable de coupable ou de victime.

Être aveugle à la couleur, ce n'est pas être aveugle à la discrimination. C'est même tout l'inverse. C'est parce que nous sommes républicains que nous combattons les discriminations à l'embauche et au logement ! Et c'est parce que nous sommes républicains que nous combattons la préférence nationale.

Cela ne signifie pas que les appartenances n'existent pas.

Cela ne signifie pas que nous sommes hermétiques aux apports des études qui montrent

à quel point les discriminations s'entrecroisent et se cumulent.

Cela signifie que la vie publique n'a pas à reconnaître les citoyens en fonction de leurs appartenances à telle ou telle communauté, mais simplement à les traiter à égalité du seul fait de leur commune citoyenneté, de notre commune humanité.

C'est le fils d'une mère vietnamienne et d'un père français qui vous le dit ! C'est l'enfant qui a fait ses premiers pas à La Réunion et c'est le député d'une circonscription métissée, dans un département métissé d'une France métissée, qui vous le dit !

C'est ça, la puissance de la République ! Et c'est autour de sa promesse que nous voulons rassembler ! Et c'est sa promesse que nous entendons tenir ! Car nous voulons la République jusqu'au bout. Une République laïque, sociale, écologiste, et féministe !

Mes chers camarades,

Ces quelques axes du projet que nous avons composé et adopté ensemble, et que j'ai rappelés ce matin, n'épuisent pas toutes les questions auxquelles nous avons cherché à répondre. Il y en a bien d'autres. Nous les abordons dans nos textes. Et je vous invite à partager et à faire connaître l'horizon alternatif que nous portons.

L'heure est à l'engagement.

Je sais que beaucoup chercheront à vous décourager. Je sais que l'on tentera d'instiller en vous le doute. Je sais que l'on vous répètera que c'est mission impossible. On vous présentera des sondages défavorables alors même que, depuis cinquante ans, ils n'ont jamais pu prédire en septembre qui serait le président en mai.

Un jour, ils nous expliqueront que nous n'avons pas assez d'ambitions pour le pays, le lendemain que nous en avons trop.

Tant mieux. Qu'ils parlent de nous parce que nous sommes la surprise de cette échéance. Parce que nous sommes prêts, parce que nous ne nous limitons pas à des slogans mais nous posons des solutions pour notre pays.

Nous avons les idées claires, et notre volonté est intacte.

Nous venons d'adopter un projet qui doit vivre au sein de notre parti, être approprié et porté par les militants, qui doit continuer à être débattu avec les acteurs de la société et du mouvement social.

Ce projet devra nourrir notre programme pour le quinquennat qui vient. Nous prolongerons ce travail avec notre candidat ou notre candidate, et avec toutes celles et ceux qui se



joindront à nous pour construire ensemble l'alternative qu'attend le pays.

Dans quelques jours, ce sont les militants du Parti socialiste qui décideront de l'identité de celle ou celui que nous soutiendrons pour l'élection présidentielle. Et le choix qui sera opéré sera ensuite celui de tous les socialistes.

Ce moment sera important, il donnera une légitimité, un appui, un socle à notre candidat.

Nous entrerons alors en campagne. Je viendrai la faire avec vous, et nous irons là où plus personne ne va. Nous renouerons le dialogue avec ceux à qui plus personne ne parle. Nous écouterons ceux que plus personne n'entend.

Nous ferons une campagne comme nous n'en faisons plus depuis longtemps. Nous occuperons les préaux et les places des villages. Nous ferons vivre la République et nous ferons à nouveau vibrer l'âme démocratique.

Ce sera difficile. Personne ne vous dira le contraire. Nous aurons à faire face à de nouvelles haies chaque jour. Mais c'est pour ce moment-là que nous sommes restés au Parti socialiste. Pour convaincre à nouveau. Redonner une espérance. Nous n'avons pas de rente à gérer. Nous n'avons que des convictions à défendre.

Dans chaque élection présidentielle, une offre est apparue et elle a créé la surprise. Lionel Jospin en 1995 était annoncé comme éliminé dès le 1er tour, il en est ressorti premier. Édouard Balladur, nommé président par les sondages jusqu'à la dernière ligne droite, n'a pas passé le premier tour. Jacques Chirac, revenu du diable Vauvert, l'a finalement emporté après avoir réalisé moins de 20 % au premier tour.

Dès lors que nos compatriotes seront entrés dans l'élection présidentielle, il n'y aura plus de sortant ou de challenger désigné, il y aura des compétiteurs sur la même ligne de départ.

Pendant cinq ans, l'attention des Français se focalise sur l'action de l'exécutif et de sa majorité, c'est-à-dire ceux dont la fonction a un impact sur leur quotidien.

Les oppositions prennent date dans une indifférence polie et préparent l'alternance. Chaque année, le titre de meilleur opposant est décerné à l'opposition la plus radicale.

Mais, au début de l'année prochaine, le débat changera de nature. Il ne s'agira plus d'attendre la décision du Conseil de défense du jeudi soir. Il ne s'agira plus seulement d'exprimer une colère ou une exaspération. À ce moment-là, les Français chercheront non plus le meilleur opposant, mais le meilleur proposant !

Et dans ce registre-là, je prétends que nous sommes prêts à relever le gant.

Je prétends que nous avons appris de nos erreurs, réfléchi sur notre projet et que nous

avons déjà une équipe de France, des maires, des présidents de région et de département, mais aussi de responsables du Parti socialiste et de parlementaires.

Cette équipe est ouverte. Elle ne demande d'allégeance à personne. Elle a vocation à s'élargir à toutes les forces politiques, à tous les mouvements citoyens, à toutes les femmes et tous les hommes qui partagent avec nous le même horizon, la même volonté, le même désir d'une République sociale et écologique.

La gauche se présente aujourd'hui fragmentée aux suffrages de nos concitoyens.

On la suspecte déjà de faire l'impasse sur 2022 et de préparer l'échéance suivante. Quelle triste aberration !

On ne fait pas de la politique sur des calculs médiocres sans devenir soi-même médiocre.

J'ai, en votre nom, tendu la main à nos partenaires. À chacune des quatre dernières échéances électorales, nous avons fait la démonstration de notre volonté de faire bloc avec d'autres sans prétention hégémonique. Nous avons fait le choix de soutenir des candidats qui n'étaient pas issus de notre famille politique chaque fois que nous estimions qu'ils étaient plus aptes que nous à l'emporter. Notre loyauté, notre sens de la responsabilité ne sont pas discutables. Nous attendons en retour le même exercice de raison, et que les résultats électoraux respectifs de nos formations servent de critère pour déterminer qui conduira nos forces réunies à la victoire. Sans cet esprit de responsabilité et de rassemblement, nos espoirs de victoire à la présidentielle comme aux législatives s'amenuisent mécaniquement.

Aucun d'entre nous ne pourra gouverner seul. Mais surtout, seul, aucun d'entre nous ne gouvernera. L'enjeu est bien là et tout le monde le sait. Pour gagner et transformer ce pays, la gauche et l'écologie doivent se rassembler et construire dans la société une mobilisation, une espérance collective, une dynamique sociale et citoyenne, sans lesquels aucune victoire n'est possible, aucune réussite au pouvoir n'est possible, aucun changement d'envergure n'est possible.

Qui osera encore dire que la période exige la résolution urgente de crises, écologique, sociale, sanitaire, démocratique, et en même temps refuser l'obstacle, faire comme si la priorité était de se compter, et non de répondre aux crises et aux souffrances, de répondre aux attentes des citoyens ?

La seule option conforme à ce que nous portons en commun, c'est de refuser la fatalité d'un second tour qui opposerait à nouveau les libéraux à l'extrême droite.

La seule option conforme à ce que nous portons en commun c'est le rassemblement. Je n'ai pas changé d'avis, il y a à gauche une force motrice, le Parti socialiste. La responsabilité



nous revient de proposer une candidature pour gagner cette élection présidentielle. Mais il n'y a, à gauche, aucune force hégémonique, Nous proposons une coalition, dans le respect de chacun, entre des familles politiques aux identités spécifiques et qui, malgré leurs différences, s'accordent sur une candidature à l'élection présidentielle, des candidatures aux élections législatives pour porter ensemble un accord de législature.

Ma raison comme mes tripes se refusent à laisser libres les démons de la division car, à un moment, il faut savoir ce que l'on veut.

Voulez-vous vraiment continuer avec Darmanin, Blanquer, Le Maire ? Ils étaient déjà là sous Nicolas Sarkozy ! Avec eux, ce n'est pas le nouveau monde, c'est le retour à l'ancien régime !

Voulez-vous vraiment les remplacer par Le Pen, Zemmour, Ménard, et Dupont-Aignan ? Nous avons déjà vu où conduit le national-populisme de Trump, Bolsonaro ou Orban.

Moi, je fais une proposition : qu'on les remplace par des Carole Delga, des Johanna Rolland, des Nathalie Appéré, des Cécile Helle, des Nadège Azzaz, des Delphine Labails, des Valérie Rabault ! Et j'en oublie tellement !

Je rassure ceux qui s'inquiètent déjà. Oui, il y aura aussi des hommes, à parité, mais cela fait des siècles que c'est toujours par eux que l'on commence, et moi, je suis venu vous dire ce matin que :

Le temps des femmes est venu !

Mes amis, mes camarades,

C'est à une femme en particulier que je voudrais adresser mes mots de conclusion.

Elle s'appelle Nassima. Elle nous avait écrit, à nous, socialistes, en 2018. Je vous avais parlé d'elle il y a trois ans, lors de la clôture de notre Congrès d'Aubervilliers.

Nassima avait pris la plume pour nous dire toute sa peine et son désarroi, et même son « dégoût » de nous. Son sentiment d'appartenir à un « désert » entre Macron et Mélenchon. Son impression d'être orpheline de notre gauche, capable d'articuler indignations et solutions.

De Nassima, je ne connais que l'âge et le prénom. Elle a aujourd'hui 36 ans.

Peut-être a-t-elle des enfants, qu'elle emmène le matin à l'école, avant de partir au travail.

Sans doute a-t-elle traversé les confinements dans des conditions difficiles, comme beaucoup, jonglant entre télétravail et vie de famille.

Peut-être a-t-elle fait les courses pour une voisine isolée.

Sans doute a-t-elle signé des pétitions, marché pour le climat, contre les violences faites aux femmes, peut-être occupé un rond-point. Je ne sais pas.

Mais, au fond de moi, ce que je sais, c'est que sa soif de justice et son attente de voir la France changer, sont demeurées intactes. Ce que je veux lui dire, c'est que ses mots m'ont accompagné pendant ces trois années. Ils ont été mon fil d'Ariane pour retrouver le chemin.

Nous avons œuvré sans relâche à bâtir une alternative. Nous avons recommencé à construire parce que nos fondations sont solides.

C'est pour cela que nous sommes restés à un moment où l'opportunisme aurait pu nous conduire partout ailleurs.

Nous sommes restés pour ce moment. Ce moment où tout recommence.

Maintenant, Nassima, nous avons besoin de toi, comme de tous ceux qui pensent qu'il est temps de vivre mieux. Ensemble, si tu viens, nous édifierons les nouveaux gratte-ciels à l'image de ceux qu'a voulu Lazare Goujon pour Villeurbanne.

Je sais que tu penses qu'il n'y a que des déceptions à attendre pour ceux qui rêvent trop fort.

Alors je veux te réciter, ainsi qu'à vous tous, ces quelques phrases d'Eduardo Galeano : « L'utopie est à l'horizon. Je m'avance de deux pas, elle recule de deux pas. Quelle que soit la distance parcourue, jamais je ne l'atteindrai. Alors, à quoi sert l'utopie ? À cela : elle sert à avancer ».

Alors reprenons notre pas et avançons !

Vivent les socialistes, vive la gauche, vive la République et vive la France !

